



765
112086

DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES PRODUCTIFS LOCAUX ET INSERTION DES JEUNES
SORTANTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE DANS LES REGIONS
DE LOUGA, SAINT-LOUIS ET MATAM



PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION

APERCU SUR LE TISSU ECONOMIQUE LOCAL
DE SAINT LOUIS ET OPPORTUNITES
D'EMPLOIS DES SORTANTS DE LA FORMATION
TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

Préambule

L'Initiative pour le Renforcement des Capacités Productives en Afrique (IRCPA), composante du NEPAD portant sur le développement industriel durable¹, vise entre autres objectifs à améliorer la performance industrielle par une valorisation optimale des ressources et des chaînes de valeur tant au niveau national, régional qu'international.

Elle confirme l'engagement des Hautes Autorités africaines à contribuer efficacement à la réduction de la pauvreté par l'amélioration de la performance industrielle, la réalisation de manière pérenne de la croissance économique², l'augmentation des exportations et le renforcement de l'intégration africaine.

Pour ce faire, l'approche structurelle et sectorielle, sur laquelle repose tout développement local durable, exige de mener une analyse approfondie à la base (au niveau régional, urbain et rural) de la chaîne de valeurs de l'ensemble des segments des secteurs ciblés pour cette croissance.

Il s'agit tout simplement d'identifier et de promouvoir au niveau de chaque entité géographique (la région) les secteurs prioritaires potentiellement créateurs de valeurs ajoutées et pour lesquels elle dispose des avantages comparatifs à même de contribuer à la compétitivité globale de l'économie nationale.

Cette présente note se veut un document de travail de l'équipe du projet PDER/DG SEN 07/001 de l'ONUDI dans les régions Nord du Sénégal. En même temps, c'est un support élaboré dans le but de :

- relater la démarche du projet dans ses interventions primordiales d'investigations dans la zone de concentration composée des régions de Louga, Saint Louis et Matam ;
- éclaircir les options stratégiques à prendre dans un programme plus vaste de développement de la chaîne de valeurs et de la qualité des produits des filières prioritaires ;
- déterminer le potentiel d'insertion de ces sortantes des CETFP dans la chaîne de valeurs des filières prioritaires.

¹ Rappelons qu'en économie : par développement durable on entend un développement qui permet de satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre la satisfaction des besoins des générations futures.

² La croissance économique est une notion quantitative que l'on définit habituellement comme l'augmentation soutenue et durable du PIB (Produit Intérieur Brut). Le PIB mesure l'augmentation des richesses (bien et services) produites par un pays sur un an.

I. PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION

Le marché de l'emploi est relativement lié et corrélé à la conjoncture économique locale. Il est largement évident qu'une situation socio-économique favorable à la croissance (surtout propauvre) a des effets directs sur le développement des activités professionnelles et principalement sur l'insertion des jeunes dans le tissu économique.

C'est pourquoi la mise en relation entre l'offre et la demande d'emploi nécessite une connaissance intime du nombre et du profil des sortants des centres d'ETFP et du potentiel d'insertion socioéconomique qui dépend du taux de croissance économique. En effet, améliorer les conditions de l'insertion professionnelle de ces jeunes sortants suppose un rapprochement entre le marché de l'offre d'emploi et celui de la demande.

Pour autant, l'analyse du potentiel d'insertion a permis de déterminer les différents types d'emplois pouvant être créés et non encore explorés par les sortants pour diverses raisons, parmi lesquelles :

- Insuffisance de dispositifs adaptés et efficaces d'appui et de facilitation à l'insertion des sortants, au sein même des centres de formation (appui inexistant ou faible aux cellules d'insertion ;
- Manque de visibilité sur les aptitudes et qualifications des produits des centres d'ETFP ;
- Défaut d'informations sur les créneaux d'insertion et les niches d'opportunités à mettre à la disposition des sortants des centres de formation professionnelle, sur les filières porteuses et les diverses opportunités d'insertion qu'elles peuvent offrir à leurs produits.

Ces différents goulots justifient le taux moyen d'insertion actuel des centres d'ETFP qui ne dépasse pas 27%.

Malgré tout, les trois régions concernées présentent des potentiels économiques considérables qui reposent sur les secteurs productifs, notamment la pratique agropastorale, ainsi que sur la disponibilité des ressources naturelles.

Au-delà de la connaissance des secteurs et filières porteuses de croissance à travers l'analyse croisée, il importe de ventiler de façon bien plus fine chaque filière identifiée et d'en déterminer les différents segments et chaînons interdépendants qui la composent.

Ceci permettra d'obtenir une lecture plus précise des différentes filières présentant les meilleures opportunités de création de richesses et d'emplois et de dresser un tableau des différents segments de la chaîne de valeurs des secteurs prioritaires pouvant servir de créneaux d'insertion.

II. CONTEXTE

L'adéquation entre la formation et l'emploi suppose une maîtrise parfaite des aptitudes et des profils des formés au niveau des centres d'ETFP d'une part et d'autre part, un recensement des différents secteurs en développement présentant des potentiels d'insertion, une identification des emplois à générer ainsi qu'une détermination des qualifications nécessaires pour occuper ces emplois.

Le travail présenté dans ce document résulte d'une importante étude menée par l'équipe du PDER/ONUDI en mai/juin 2007 et portant sur le profilage des diplômés des CETFP et l'exploration des créneaux porteurs et niches de création de richesses et d'emplois.

Cette étude a été menée par l'équipe du projet avec l'appui de deux consultants juniors et s'est réalisée à travers des revues documentaires (PRDI ; documents de la direction des statistiques ; lettre de politique sectorielle de l'éducation et de la formation professionnelle ; rapports d'ateliers et autres documents des services techniques).

Les résultats des enquêtes de terrain ont été partagés lors des réunions départementales avec tous les acteurs et intervenants dans la formation professionnelle et l'insertion des sortants des CETFP. Au plan régional, les services d'encadrement technique (Services régionaux de l'élevage, de la pêche et de l'agriculture) ainsi que les acteurs de la formation professionnelle ont eu à valider les informations obtenues. Ainsi, les recoupements de ces différentes données socio économiques collectées ont permis de définir les filières porteuses au niveau des secteurs productifs dans les trois régions et de déterminer le potentiel d'emplois (auto emplois) pouvant être créés dans chaque filière. Cet exercice a mis en évidence les importants potentiels économiques des régions de la zone de concentration qui offrent des niches importantes de création d'entreprises individuelles ou collectives dans le cadre de l'auto-emploi.

L'insertion directe des diplômés des CETFP (emploi salarié) peut se faire dans des entreprises publiques (centres de santé ou universitaires, sociétés nationales) ou dans des entreprises privées (MPME des secteurs de l'élevage, l'agriculture, la pêche et le tourisme) ou bien encore dans les grandes exploitations agricoles ou agroindustrielles (GDS, SOCAS, CSS, SPIA). Dans ce cadre, les chefs d'entreprises devraient offrir davantage de stages en entreprises ou des possibilités de séjours en entreprises aux jeunes diplômés de l'ETFP (par le biais de la formation par alternance sous une forme conventionnée et des mises en situations de stages de perfectionnement).

III. PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE

3.1. Aperçu de la carte de l'ETFP dans la région de Saint Louis

La région de Saint Louis est la plus peuplée des trois et compte 799.105 habitants composés de 415 610 femmes (52%) et de 383 495 hommes. La population en âge de travailler s'élève à 449 198 individus soit 56% de la population totale.

Elle compte aussi le plus grand nombre de centres de formation (17 au total ; soit 51% de l'offre de formation) : un lycée technique et un CNFTEIA (à vocation nationale tous les deux) ; trois CFPEFS ; un CRFP ; deux CDFP ; un CIH ; un CPRS et sept centres et instituts privés.

La circonscription académique de la région de Saint Louis compte diverses structures offrant plusieurs filières de formation : un lycée technique, trois CFPEFS, un CRFP, deux CDFP, un CNFTEIA et neuf centres et instituts privés.

Au plan des infrastructures, la construction et la dotation en logistiques des CFPEFS ainsi que des CRFP et des CDFP a été assurée par le projet SEN 018.

Des actions de réhabilitation du LTAP et du CDFP de Podor sont nécessaires avec l'augmentation de la capacité d'accueil et l'ouverture de séries nouvelles (T2) et de nouvelles filières au niveau de tous les centres.

Au plan des ressources humaines, les données de l'Inspection d'Académie (IA) sur le personnel indiquent des correctifs à apporter : il s'agit de vacataires du public ou de jeunes recrutés sans une réelle qualification et souvent sans autorisation d'enseigner³.

Ainsi, beaucoup de centres de formation font appel à des professionnels (gérants d'ateliers de couture, coiffure, etc.) sans réelles qualifications ou aptitudes pédagogiques pour dispenser des cours aux élèves (exemple du CFPEFS de Podor).

En ce qui concerne le partenariat dans le secteur, des démarches sont entamées dans le cadre de l'insertion directe des sortants dans des entreprises. Ainsi, des conventions existent entre, la CSS et le CDFP de Richard-Toll d'une part et d'autre part entre le Lycée technique et la SOCAS. Ces entreprises offrent des opportunités de stage aux sortants de ces centres de formation.

Le privé participe considérablement à l'offre de formation professionnelle dans la région de Saint Louis, principalement dans la ville, où on dénombre sept (7) structures dans ce domaine.

³ Rapport de l'atelier régional sur l'ETFP à Saint Louis du 2 au 4 Mai 2007

Les contraintes qu'il convient de relever en leur endroit sont :

- la cherté du coût de la formation (30 000 francs par mois en moyenne),
- leur concentration dans la ville de Saint-Louis,
- le manque de local adéquat et d'équipements.

Il convient de se réjouir néanmoins des efforts fournis par les promoteurs privés. Ils doivent être interprétés comme un indicateur du développement économique de la région en général et de la Commune en particulier. D'ailleurs, malgré les contraintes évoquées, leurs établissements ne désemplissent pas.

3.2. Aperçu du tissu économique local de la région de Saint Louis et opportunités d'insertion

- ✓ Configuration du tissu économique de la zone de concentration opérationnelle

Les travaux d'enquête menés dans la zone d'intervention du projet livrent une photographie d'ensemble de l'activité économique et permettent d'inventorier les pôles d'intérêt spécifiques à chaque région. Ainsi, la forte prédominance des entreprises à vocation artisanale et agropastorale s'est précisée dans les régions comme Louga et Matam.

La région de Saint-Louis comporte un tissu d'entreprises plus diversifié avec l'incursion d'un lot important d'unités dans les secteurs de services (activités touristiques, marchés d'appui aux entreprises, nouvelles technologies, transferts d'argent etc.). Si l'étude ne présente pas l'étendue des secteurs traditionnels (primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire), l'approche dans l'analyse, se limite à déterminer dans un premier temps, les secteurs productifs traditionnels suivants :

- secteur artisanal comportant des sous secteurs et filières (art, services et production)
- secteur agricole : filières de transformation agroalimentaire
- secteur de la pêche : filières mareyage, transformation
- secteur de l'élevage : filières lait, viande santé animale, cuirs et peaux
- secteur touristique : hôtellerie, restauration, etc.

Le potentiel économique dans la zone de concentration prend également en compte l'existence d'entreprises selon une classification basée sur les secteurs d'activité les plus en vue au niveau de chaque région. L'étude présente également les facteurs limitant le développement des secteurs productifs, en proposant des éléments de correction avec l'implication des sortants de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, susceptibles de constituer une valeur ajoutée pour booster les filières porteuses identifiées dans chaque secteur. Une large partie est réservée à l'identification des niches d'opportunités pour faciliter l'insertion des diplômés de l'ETFP dans des filières porteuses de croissance.

Aperçu du potentiel économique local de Saint Louis

» Entreprises du secteur artisanal

Le secteur artisanal dans la région de Saint-Louis (Département de Saint-Louis, Dagana et Podor) est constitué de 1 286 entreprises répertoriées par la Chambre de Métiers. Il se positionne, comme partout ailleurs, en secteur d'importance grâce à son potentiel d'absorption du chômage des jeunes et des femmes. L'enquête réalisée par le PDER tourne autour d'un échantillon de 93 entreprises dans la région de Saint-Louis. Parmi celles-ci, 20 MPE d'artisanat d'art, 9 MPE d'artisanat de production, 4 MPE d'artisanat de service.

Les activités porteuses identifiées dans le secteur de l'artisanat sont :

- La couture, confection, teinture, broderie constitue des secteurs à forte demande portés par le tourisme et la vocation culturelle de Saint-Louis. Des marchés se développent par le biais de réseaux de distributeurs constitués autour des structures de commerce équitable en joint-venture
- La maintenance (mécanique et métallique) se développe grâce aux politiques de modernisation et de conservation du patrimoine historique, soutenues par les institutions internationales et les collectivités locales. Le parc automobile est assez vétuste mais son renouvellement se réalise peu à peu.

» Entreprises du secteur de l'élevage

Depuis 2003, une forte propension d'unités laitières est enregistrée dans le domaine de la transformation. Ainsi, sur l'axe Louga - Podor, il est dénombré huit (8) unités laitières dont l'apport reste insignifiant par rapport à l'importante demande en lait au niveau national (facture laitière excessive de 36,7 milliards de Fcfa en 2004).

La consommation en viande reste constante entre 1999 et 2004 (1.106 tonnes d'abattage contrôlé) malgré le croît du cheptel qui a connu une chute de 3% à 18% sur l'ensemble du cheptel lors des intempéries de 2000.

» Entreprises du secteur de la pêche

L'augmentation de l'effectif des acteurs de la pêche entre 6.000 et 10.000 entre 1998 et 2001 donne une idée de l'impact social du secteur dans la vie économique régionale. Les infrastructures réalisées dans le stockage, la conservation et la transformation des produits halieutiques (Guet Ndar, Goxu Mbacc, COFRINORD) constituent une base d'amélioration de la productivité pour la dizaine d'unités de transformation établies dans la zone.

La pêche maritime dispose de ressources diverses et variées, lesquelles sont à l'origine d'une production importante. Sa contribution à l'autosuffisance alimentaire reste incontestable et sa part dans le PLB régional est actuellement estimée à près de 10 milliards de F CFA, soit 6% du total. Cependant, la filière est marquée par une très faible valorisation des produits, entraînant ainsi un manque à gagner important pour l'économie régionale.

» Entreprises du secteur agro-industriel

Quatre (4) grandes entreprises existent dans la région de Saint-Louis. Il s'agit de la SNTI et SOCAS (Dagana), GDS (Ndiawdoune/Savoigne), CSS (Richard Toll). Autour de ces unités, de petites entreprises développent des activités de transformation dans les filières tomate, patate douce, oignons, riz.

Toutefois, les aspects liés à la sous traitance ne sont pas assez dynamiques entre Grandes Entreprises et MPE de transformation. Mais ces petites unités assurent une partie de la fourniture de matières premières aux grandes entreprises (tomate, patate douce, oignons). Des comités nationaux sont regroupés autour des filières pour une régulation correcte du marché d'approvisionnement.

» Les entreprises du secteur touristique ⁴

Le tourisme occupe une place très importante dans le tissu économique de la région. Saint-Louis est la quatrième destination touristique du pays après Dakar, la Petite Côte et la Basse Casamance. L'essor de l'activité touristique est basé sur l'existence de potentialités (tourisme balnéaire, tourisme de croisière, zones d'intérêt cynégétique, parcs nationaux, aéroport international, monuments historiques classés).

Les produits touristiques commercialisés sont le balnéaire, la pêche, la chasse, les affaires, l'écotourisme, le tourisme rural intégré. En 2003, la région de Saint-Louis compte 47 réceptifs touristiques pour toutes les catégories (hôtels, auberges, villages, campements) et dont la plupart est concentrée dans le département de Saint-Louis.

Les réceptifs dont la capacité d'accueil est de 764 chambres avec 1.616 lits ont vu leur nombre s'accroître en passant de 28 en 1999 à 46 en 2003. En 2002, le secteur du tourisme a généré des recettes de 10.310.000.000 F CFA avec un total de 701 emplois directs et permanents.

Il aura surtout impulsé à l'échelle régionale de multiples activités connexes : pêche, élevage, agriculture, transport, commerce, BTP, artisanat mais aussi restaurants, bars, cafés et dancings, galeries d'art particulièrement visibles dans l'île de Saint-Louis.

B. Les différentes filières d'insertion

☞ Filières santé animale, lait et viande

Le secteur de l'élevage est l'un des plus porteurs. Les facteurs qui limitent son développement sont en général liés aux difficultés d'organisation et d'intégration. En effet, l'analyse de la chaîne de valeur permet de constater que des efforts importants restent à faire dans le domaine de l'alimentation du bétail, à travers des stratégies de maintien des troupeaux dans des zones de pâturage ou de développement de cultures fourragères.

⁴ Rapport actualisé sur la situation économique et sociale de la région de Saint Louis (Agence nationale de la démographie et de la statistique, 2004)

Ce système ne permet pas toujours d'assurer un service vétérinaire adéquat et un suivi qualité des têtes de bétail. Dès lors, la productivité attendue des activités d'embouche ou de collecte du lait demeure affectée. Les conséquences sont souvent lourdes sur l'économie nationale, du fait du déficit en fourniture de viande et de lait.

La non maîtrise de la production laitière en période d'hivernage (surproduction) constitue un problème majeur pour assurer une régulation du marché laitier. Les ruptures de stock enregistrées en saison sèche portent un rude coup à la balance commerciale, du fait des importations massives de lait en tous genres (lait en poudre, lait frais en emballage etc.). L'inaccessibilité des petites unités de transformation au matériel de production adapté (cuves de conservation de lait et chambres froides) obère sensiblement les possibilités de valorisation du lait. L'absence d'usines d'emballage et d'un bon service de maintenance influent sur les pertes enregistrées, en plus des capacités techniques et technologiques limitées des entrepreneurs qui ne favorisent pas une politique interne de diversification des produits.

La démarche qualité reste timide malgré quelques efforts ce qui maintient les coûts de production à un niveau élevé. En aval, la récurrence d'un circuit de distribution inadapté et peu agressif réduit les possibilités de commercialisation sur les marchés national et international.

Concernant la production laitière, il a été relevé l'inexistence d'usines de collecte et de transformation dans une zone d'ouverture du marché laitier sénégalais, il s'agit de la Mauritanie dont les deux usines de transformation tournent à 25% de leur potentiel.

La marge de progression du secteur agro-industriel peut constituer une opportunité pour les unités laitières de la Vallée, dans la mesure où elles arrivent à se moderniser et à réguler le circuit d'approvisionnement en lait frais. Les niches à explorer peuvent être constituées par :

- la fabrication d'aliments de bétail et de volaille
- les industries laitières (lait caillé, lait frais, fromage).

L'utilisation d'une main d'œuvre qualifiée (sortants de l'ENTEIA) peut avoir une incidence positive sur la maîtrise des différents cycles de production, en plus de présenter sur le marché des produits irréprochables en qualité et compétitifs. La filière laitière présente de réelles possibilités d'insérer les sortants des centres de formation sur toute la chaîne de production, des techniques d'élevage à la commercialisation des produits.

☞ Filières de transformation des produits agricoles, sylvicoles et horticoles

Le secteur agricole, au sens large, présente un riche potentiel avec l'existence d'un tissu structuré de grandes entreprises d'une part, et la présence, d'autre part, d'un tissu émergent de petites unités de transformation. Cette coexistence n'est pas totalement mise à profit, dans la mesure où des relations de sous-traitance ne sont pas établies de manière formelle.

Dès lors, les entrepreneurs locaux ont le choix entre la mise en place d'une petite unité de transformation sans grands moyens ou la vente de produits de base (matières premières) aux grandes entreprises. Malgré les grands investissements hydro agricoles et électriques réalisés dans la zone (SAED), les techniques culturelles demeurent traditionnelles.

Les aspects liés à la maintenance du matériel agricole et à la présence significative de techniciens horticoles se posent en préalables pour accroître la productivité. Comme pour le lait, les problèmes de gestion des approvisionnements (collecte et conservation) subsistent pour la filière agroalimentaire. S'y ajoutent également l'insuffisance des infrastructures routières et l'inexistence, dans la zone, d'usines d'emballage (carton, sachet, sac ou cajot).

Les activités de transformation nécessitant l'utilisation de technologies innovantes, les coûts d'accès à ces investissements demeurent élevés même si les tentatives de fabrication d'outils machines alternatifs (concasseur, broyeur/mélangeur, presseur etc.).

Sur ce point, les diplômés des centres de formation professionnelle peuvent être appuyés dans la conception de prototypes de matériel de production, en mettant en place un dispositif accessible de maintenance.

Pour autant, les frais de fabrication doivent être maîtrisés afin d'assurer aux produits agroalimentaires une forte présence sur les marchés. Les techniques d'emballage, de visualisation (design) sont à développer à côté de l'organisation d'un circuit de distribution dynamique et léger.

Les services d'appui et autres activités structurantes (marché de services d'appui financier ou non financiers, cabinets marketing, de maintenance, de représentation) complètent le tableau pour conférer à la filière agroalimentaire un profil complet reposant sur la compétitivité et la qualité.

Prenant l'exemple de la tomate industrielle, la capacité de production de la SOCAS à Dagana a quasiment doublé du fait du rachat de la SNTI, estimée à 21.000 tonnes. Dans sa politique d'ouverture au marché régional (Mali, Mauritanie etc.), cette entreprise a besoin de gonfler ses approvisionnements en tomates fraîches entre 120.000 et 140.000 tonnes pour chaque campagne. Dans le même temps, l'ensemble de la production dans la Vallée ne dépasse pas 100.000 tonnes actuellement. Les importations en tomates s'établissent à 18 milliards de FCFA.

Or, en mettant en place des politiques d'incitation (surfaces emblavées et matériel de production) pour les sortants des centres de formation horticole et les diplômés des écoles de formation en agriculture, l'activité de maraîchage pourrait servir de pôle d'incubation à des spéculations destinées à l'industrie agroalimentaire. Dans ce cadre, s'inscrit la Grande Offensive pour l'Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) qui constitue une belle opportunité pour les sortants de l'ETFP.

Un important sillon de sous-traitance apparaît en filigrane, qui pourrait être investi par des initiatives de base. De nombreuses initiatives restent à promouvoir dans les domaines suivants :

- les unités de transformation de céréales, de légumineuses, de jus et fruits
- les huileries modernes
- la fabrique de farine pour enfants et aliments de sevrage
- les industries et confiseries à base de céréales (pâtes d'arachide, nougat à base d'arachide)
- les unités de fabrication de vinaigre par fermentation
- les unités de base pour la pharmacopée et la médecine traditionnelle.

Avec les possibilités de valorisation des déchets engendrés par ces activités, notamment des huileries modernes, la production de biomasse pourrait constituer une autre source d'énergies à maîtriser par les sortants.

☞ Filières de transformation des produits halieutiques

Le secteur de la pêche halieutique n'échappe pas à la règle. Elle peut valablement constituer un réceptacle pour l'accueil des diplômés de l'ETFP. En amont, ce secteur, pourtant porteur au départ, présente des signes de lassitude, en raison de l'anarchie dans la chaîne d'exploitation.

Les eaux sénégalaises ne disposent pas toujours de variétés démersales à cause des systèmes de pêche de plus en plus sophistiqués (pêche à l'explosif) qui anéantissent la reproductivité des espèces (les poissons sont éradiqués). Les repos biologiques n'étant pas observés, des espèces telles que le « symbium » disparaissent peu à peu. Les mareyeurs sont ainsi obligés de remonter loin pour recueillir un stock suffisant de poissons. Les pirogues n'étant pas équipées de caves frigorifiques, les poissons pêchés sont déversés sur les rivages dont plusieurs périssent et se détériorent.

Les transformateurs quant à eux s'occupent à acquérir du poisson parfois sans procéder à un choix de qualité. Les techniques de transformation traditionnelles sont souvent présentes avec l'usage de fours surannés et en l'absence d'une formation ou d'un suivi technique approprié dans des zones de production peu normalisées. L'exigence des marchés internationaux pour les produits halieutiques soumet les unités de transformation à des procédures techniques normatives, aussi bien dans la production que dans la commercialisation. Pourtant, des ressources humaines sont formées dans les centres de pêche qui peuvent constituer des réponses aux problèmes que rencontre la filière sur toute la chaîne de valeur.

Le secteur de la pêche est marqué par une très faible valorisation des produits, entraînant un manque à gagner important pour l'économie régionale. Selon les sources du service régional des pêches de Saint-Louis, 30% des poissons mis à terre sont destinés à la transformation pour des débarquements moyens annuels de 35.000 tonnes.

En 2001, 750 femmes transformatrices s'activaient dans la transformation du poisson dans des groupements, des collectifs et unions locales (GIE Jambaru Sine de Guet Ndar, Union locale des femmes transformatrices de Goxu Mbacc), par exemple).

En dynamisant ces Micro et Petites Entreprises, les efforts de valorisation post - capture et de régulation des approvisionnements des populations en protéines animales pourraient consolider l'économie locale. L'insertion des diplômés des centres de formation en techniques halieutiques devrait apporter une valeur ajoutée aux méthodes de production, avec l'introduction d'une démarche qualité garantissant le traitement intermédiaire du poisson, jusqu'à la mise à disposition de la clientèle.

L'ouverture aux marchés internationaux (Ghana, Côte d'Ivoire, Afrique Centrale) illustre la nécessité de doter les MPE de transformation de capacités technologiques aptes à offrir des produits de qualité.

La filière de la transformation reste un creuset d'activités structurantes avec la fabrication des claies de séchage, des bacs de salage, des fours de « fumage », la construction de magasins de stockage et de conservation pour le marché du nord et du centre du Sénégal. Sur ce point, les sortants de l'enseignement technique et de la formation professionnelle peuvent être utilisés en intégrant leurs compétences techniques (menuiserie, électricité, maçonnerie, soudure métallique, froid etc.). Les opportunités à développer peuvent porter sur :

- les unités de transformation des produits halieutiques
- les unités de fabrique de farine de poisson
- les unités de compostage à partir des résidus de la transformation
- les unités de conservation et de fabrique de glace etc.

CONCLUSION

L'analyse faite au niveau de l'offre de formation et du potentiel économique dans les régions de Louga, Saint Louis et Matam permet d'affirmer qu'un effectif important de jeunes diplômés des centres de formation technique et professionnelle est mis sur le marché de l'emploi (environ 600 par an).

Il convient toutefois de considérer le faible taux d'insertion enregistré auprès de ces sortants soit 17%. Or, l'ambition affichée par les pouvoirs publics est de hisser ce taux d'insertion à 70% d'ici 2010.

Tenant compte de ces objectifs, des efforts devront être portés sur la définition des curricula d'enseignement adaptés à l'environnement socio économique, d'une part, et, d'autre part sur l'orientation des diplômés dans le secteur productif formel (insertion directe) ou bien dans le secteur de l'auto emploi (insertion indirecte). Pour ce faire les trois (3) axes d'intervention ci-après doivent être développés :

- Amélioration de la qualité de la formation technique et professionnelle (Etat et partenaires au développement) ;

- Développement de dispositifs d'appui financier adaptés aux projets d'insertion (Etat, Projets/Programmes et Institutions de financement) ;
- Densification et modernisation du tissu économique local pour faciliter l'insertion des diplômés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans des créneaux à fort potentiel (Projets/programmes et secteur privé).

Les filières d'insertion identifiées au cours de cette analyse et sur lesquels doivent porter les appuis techniques et technologiques sont :

- **la filière bureautique** à Louga, Saint Louis et Matam (pour cette dernière région, la marge de progression est assez importante). Les créneaux d'insertion en rapport avec cette filière sont liés à l'existence d'un secteur privé local dynamique (entreprises, gestion de télécentres et prestations de services dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ;
- **la filière électricité** qui se justifie par le potentiel de l'électrification rurale, la forte présence d'un réseau d'infrastructures hydro électriques (barrages Manantali, Diama) et de centrales électriques (Linguère, Dagana et Ourosogui) ainsi que la demande en maintenance des réseaux et en fourniture d'énergie pour les activités de production et domestique ;
- **la filière coiffure et soins esthétiques** communes à toutes les régions qui connaît une assez forte progression, en raison des innovations technologiques apportées dans le traitement du cuir chevelu, des techniques en manucure/pédicure et la perte de vitesse de la tresse traditionnelle ;
- **la filière mécanique moteurs** reste présente dans les régions de Louga (Lompoul), Saint Louis (Langue de Barbarie pour les moteurs hors bord, Dagana/Podor pour les moteurs GMP), en raison des activités halieutiques et maraîchères ;
- **la filière textile** (teinture, sérigraphie et batik) est pratiquée particulièrement dans les régions de Louga, Saint Louis (en relation avec le tourisme) et Matam où l'essentiel des activités gravite autour du textile.

Parmi les filières à développer, l'étude a, entre autres, relevé :

- la menuiserie bois (en appui à la construction, aux activités de transformation, etc.)
- le froid et la climatisation (pour la conception, la gestion et la maintenance des chaînes de froid destinées à l'activité agroalimentaire)
- la mécanique auto (en appui à la réparation du matériel de production)
- l'électromécanique (pour les besoins des services d'entretien et de maintenance au profit de grandes entreprises : SONATEL, SENELEC, SDE, ONAS)
- le bâtiment et la construction (pour répondre à la demande croissante de modernisation des populations à travers des services de qualité et abordables)
- les services de prestations (intermédiation commerciale, gestion et comptabilité), entre autres (pour le soutien à la professionnalisation et à la conquête des marchés).